

# **RÈGLEMENT NUMÉRO 351-2023**

**MODIFIANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 297-2016  
DÉCRÉTANT L'IMPOSITION D'UNE TAXE AUX FINS DU  
FINANCEMENT DES CENTRES D'URGENCES 9-1-1**



**Adopté lors de la séance extraordinaire  
du conseil de la MRC du Rocher-Percé  
tenue le 6 novembre 2023**

**Résolution numéro 23-11-225-E**

**RÈGLEMENT NUMÉRO 351-2023**  
**MODIFIANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 297-2016**  
**DÉCRÉTANT L'IMPOSITION D'UNE TAXE AUX FINS DU**  
**FINANCEMENT DES CENTRES D'URGENCES 9-1-1**

**Article 1**

L'article 2 du règlement numéro 297-2016 est remplacé par le suivant :

2.1. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 est imposée sur la fourniture d'un service téléphonique une taxe dont le montant est, pour chaque service téléphonique, de 0,52 \$ par mois par numéro de téléphone ou, dans le cas d'un service multiligne autre qu'un service Centrex, par ligne d'accès de départ.

**Article 2**

Le règlement numéro 297-2016 est modifié par l'insertion de l'article suivant :

2.2. Le montant de la taxe est indexé, au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année à compter de 2025, selon le taux correspondant à la variation annuelle de l'indice moyen d'ensemble, pour le Québec, des prix à la consommation, sans les boissons alcoolisées, les produits du tabac, les articles pour fumeurs et le cannabis récréatif, pour la période de 12 mois qui se termine le 30 juin de l'année qui précède celle pour laquelle le montant de la taxe doit être indexé.

Ce montant, ainsi indexé, est diminué au cent le plus près s'il comprend une fraction de cent inférieure à 0,005 \$; il est augmenté au cent le plus près s'il comprend une fraction de cent égale ou supérieure à 0,005 \$.

Le résultat de cette indexation correspond au montant publié par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire dans la Partie 1 de la *Gazette officielle du Québec*, conformément à l'article 2.1 du Règlement encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1 (chapitre F-2. 1, r. 14).

**Article 3**

Le présent règlement entre en vigueur à la date de la publication d'un avis à cet effet que le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire fait publier à la *Gazette officielle du Québec*.